

«Les sanctions sont une arme perfide»

CHRISTOPH BLOCHER A 85 ans, l'ancien conseiller fédéral UDC se mobilise pour l'initiative sur la neutralité, dont il est le principal instigateur. A ses yeux, les sanctions prises contre la Russie en 2022 risquent d'entraîner la Suisse dans un conflit armé. Interview.

PAR LENA WÜRLER



Agé de 85 ans, l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher nous a accueillis chez lui, à Herrliberg, sur les hauteurs du lac de Zurich, pour défendre l'initiative sur la neutralité. Grand collectionneur d'art suisse, le milliardaire dit vouloir continuer à se battre pour des sujets politiques qui touchent à l'identité du pays. KEYSTONE/CHRISTIAN BEUTLER

VOTATIONS NEUTRALITÉ FÉDÉRALES 27 SEPT. 2026

Figure historique de l'UDC Suisse et ancien conseiller fédéral, Christoph Blocher aurait pu se retirer tranquillement de l'agitation politique nationale. Mais la reprise par la Suisse des sanctions européennes contre la Russie, en 2022, l'a poussé à se remobiliser. A ses yeux, cette décision a fragilisé la sécurité de son pays et pourrait l'entraîner dans un conflit armé. C'est pourquoi l'octogénaire zurichois a lancé l'initiative sur la neutralité, soumise au peuple le 27 septembre prochain, qui veut ancrer dans la Constitution le principe d'une neutralité stricte, «intégrale, perpétuelle et armée». A quelques semaines du scrutin, le milliardaire nous reçoit chez lui, sur les hauteurs du lac de Zurich, pour défendre son texte. Interview.

Christoph Blocher, vous avez 85 ans. Pourquoi mener encore ce combat?
Parce qu'il est important de protéger les principaux piliers de la Suisse: la souveraineté, la démocratie directe, le fédéralisme et la neutralité suisse. C'est une tâche impopulaire

que personne ne veut assumer, car elle porte sur des questions de fond qui s'inscrivent sur le long terme, dont on ne peut tirer aucun avantage personnel immédiat. Sur d'autres sujets, il y a suffisamment de personnes pour s'engager.

Vous avez donné 3 millions de francs à cette campagne. Que représente un tel montant pour vous?
C'est beaucoup d'argent. Mais je ne le vois pas comme une dépense, plutôt comme un investissement pour préserver une Suisse qui a fait ses preuves. Et pour protéger cela, aucun prix n'est trop élevé.

Au total, avec 5,5 millions de francs, le budget des partisans est plus de trois fois supérieur à celui des opposants, de 1,7 million... N'est-ce pas déséquilibré?
Les opposants, eux, n'ont pas besoin de beaucoup d'argent, puisqu'ils ont de leur côté l'ensemble de l'administration fédérale, le Conseil fédéral,

le Parlement, les médias, tous les partis politiques – à l'exception de l'UDC... Nous, nous devons partir de zéro!

Pourquoi pensez-vous que la neutralité est fragilisée aujourd'hui?

“
Plusieurs pays ont perdu la confiance dans la neutralité de la Suisse, c'est très dangereux.”



Parce que l'administration, à Berne, n'a cessé de s'immiscer dans les conflits étrangers ces dernières années, en prenant parti, au nom de l'Etat, contre des pays en guerre – contre Israël, pour la Palestine, contre la Russie ou les Etats-Unis. La mesure la plus problématique a été la reprise des sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la Russie, après qu'elle a attaqué l'Ukraine en 2022. La Suisse est ainsi devenue partie prenante au conflit contre la Russie et plusieurs pays ont perdu la confiance dans sa neutralité. C'est très dangereux.

Le Conseil fédéral affirme que la neutralité suisse a fait ses preuves et qu'il est donc inutile de vouloir la durcir. L'histoire tend à montrer qu'il a raison, non?

Oui, pendant longtemps, la Suisse a strictement respecté la neutralité – une neutralité perpétuelle, armée et intégrale. Mais depuis peu, le Conseil fédéral ne la pratique plus.

Quiconque s'oppose à notre initiative ne veut plus de cette pratique éprouvée et, donc, accepte le risque de guerre.

Vos affiches exposent un slogan tapageur: «Pas de guerre, oui à la neutralité suisse», avec une image de colombe. Promettre la paix, n'est-ce pas un engagement trop difficile à tenir?
L'histoire a montré que lorsque nous sommes strictement neutres, nous sommes épargnés. Hormis le Sonderbund en 1847, qui était un conflit fratricide, nous n'avons pas connu de guerre depuis 1815. Aucun autre pays ne peut en dire autant. Aujourd'hui, en prenant parti, des politiciens entraînent la Suisse dans la guerre.

Vous promettez la paix, mais défendez une neutralité «armée». Pourquoi aurait-on besoin d'armes en temps de paix?
Pour parer à l'éventualité où un pays nous attaquerait quand même, malgré notre neutralité. Si nous disposions d'une armée puissante, nous serions en mesure d'infliger à un agresseur des pertes si importantes qu'il se dirait: «Le prix à payer est trop élevé pour moi!» L'armée est un moyen de dissuasion, pour tenir l'ennemi à

“
Si on met en place un blocus, les consommateurs, les gens, les plus démunis. Poutine, lui, n'en ressent aucun effet.”

distance. C'est d'ailleurs pour cette raison que Hitler n'a pas osé nous attaquer pendant la Seconde Guerre mondiale.

N'a-t-on pas tendance à idéatiser le rôle du «réduit national»? D'autres paramètres n'ont-ils pas eu davantage d'effet de dissuasion?
Naturellement, ce n'était pas le seul facteur. A côté de l'armée, il y a aussi eu la diplomatie, le transit de matériel à travers le pays et l'achat d'or... La raison principale était toutefois le respect d'une neutralité intégrale, perpétuelle et armée.

Revenons aux sanctions économiques, qui vous ont poussé à lancer cette initiative. Pourquoi vous dérangent-elles autant?
Parce qu'il s'agit aussi d'un moyen de faire la guerre. Si on met en place un blocus, qui paie la note? Les consommateurs, les gens, les plus démunis. Poutine, lui, n'en ressent aucun effet. C'est pourquoi les sanctions sont une arme perfide.

Si votre initiative est acceptée, la Suisse ne risque-t-elle pas de devenir la plaque tournante de leur contournement?
Non, car même si la Suisse n'impose aucune sanction, elle gèle le volume de ses échanges commerciaux avec le pays sous sanction.



“
Nous nous devons de rester neutres, même face à ceux que nous détestons.”

Cela veut dire que la quantité de marchandises échangées avec ce pays avant les sanctions ne peut pas augmenter. La Suisse a d'ailleurs l'habitude d'appliquer ce mécanisme, elle l'a fait plusieurs fois par le passé.

L'UDC soutient la neutralité, mais aussi l'assouplissement des règles sur la vente d'armes à des pays en conflit. Vendre des armes, c'est plus «neutre» à vos yeux que d'infliger des sanctions?
Vendre des armes ne veut pas dire participer à la guerre. Si on vend une arme à quelqu'un, nous ne sommes pas responsables de ce qu'il en fait. La neutralité impose une seule condition en cas de guerre: il est interdit de ne livrer des armes qu'à une seule partie contre l'autre, car cela reviendrait à participer au conflit. Nous nous devons de rester neutres, même face à ceux que nous détestons.

Si personne ne vendait d'armes, ils y auraient moins de crimes, non?
Si nous n'en vendons pas, d'autres le feront! Et nous avons besoin de produire de l'armement en Suisse pour notre armée. Comme elle est trop petite pour écouler toute la production, les fabricants doivent trouver d'autres clients.

Votre initiative permet à la Suisse de coopérer avec une alliance militaire ou de défense en cas d'attaque ou de préparation d'une attaque. N'est-ce pas du «cherry picking»: bénéficier d'une protection sans rien donner en retour?
C'est un engagement considérable que faire en sorte de ne pas être attaqué et de rester neutre. Notre devoir, c'est de veiller sur la Suisse. Il serait illusoire de penser que nous pouvons être responsables de la paix dans le monde entier.

Mais dans un tel cas, la Suisse ne pourrait pas se plaindre si elle est attaquée et que personne ne venait lui porter secours...
Non, en effet. Mais elle trouvera toujours des pays prêts à la défendre, simplement parce qu'ils n'ont aucun intérêt que leur ennemi n'atteigne la Suisse. C'est du réalisme.

Quand Moscou s'invite dans la campagne

Parmi les soutiens à l'initiative sur la neutralité, il y en a un qui pourrait sembler encombrant: le Kremlin. En effet, à plusieurs reprises, des représentants du gouvernement russe ont tenu des propos favorables au texte. Ainsi l'ambassadeur Sergueï Garmonine a multiplié les critiques contre les sanctions suisses et la conception actuelle de la neutralité, sans pour autant se prononcer explicitement sur le texte soumis au vote.

Neutralité «flexible» critiquée

Plus explicitement, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a réitéré le 31 juillet sur l'application de messagerie Telegram l'accusation selon laquelle la Suisse ne serait plus un pays neutre et fustigé la décision du Conseil fédéral de s'opposer à l'initiative sur la neutralité, a révélé la «ZZZ». Citant le rapport Bergier, Maria Zakharova a aussi relayé l'idée que la Suisse avait déjà appliqué une neutralité «flexible» pendant la Seconde Guerre mondiale, en achetant de l'or aux nazis et en refoulant des réfugiés juifs à la frontière. «Le Temps» cite précisément sa déclaration: «Dans les années 1940, [la neutralité suisse] s'est pliée vers Berlin, car il y avait de l'or et des marchés. Aujourd'hui, elle se plie vers Kiev et Bruxelles.»

«Une distorsion de faits»

Interrogé par «Le Temps», l'historien François Fayet, spécialiste de l'Europe de l'Est, estime que de telles déclarations démontrent clairement «une volonté de peser ouvertement sur une votation». Il rappelle toutefois qu'un tel narratif, qui vise à «nazifier les adversaires» et qui est typique de la propagande russe, «ne correspond nullement aux faits». Il estime que ce parallèle avec la Seconde Guerre mondiale relève du «contresens» et «passe par une distorsion de faits».

Cité dans le «24 Heures», l'historien Marco Jorio rappelle en outre que durant la guerre, la Suisse aurait acheté de l'or non seulement à la Reichsbank, mais aussi aux Alliés. «Les deux parties belligérantes ont justement profité de la neutralité suisse», relève dans le quotidien vaudois ce spécialiste, opposé à l'initiative sur la neutralité. «La Russie détourne l'histoire suisse

pour exercer une pression politique à l'aide de faits erronés et imprécis.»

«Pas une initiative pro-Poutine»

Kevin Grangier, secrétaire général de l'Association Pro Suisse, à l'origine de l'initiative, a condamné l'intervention russe. «Toute ingérence étrangère dans la politique suisse est condamnable par principe», a-t-il déclaré à Swissinfo, estimant toutefois qu'elle servait davantage les adversaires de l'initiative que ses partisans. Pour Christoph Blocher, il n'est pas surprenant que la Russie soutienne l'initiative. «Elle aurait évidemment préféré que la Suisse reste neutre plutôt qu'elle reprenne les sanctions à son encontre. Il est logique qu'elle ne veuille aucune sanction aujourd'hui.» Il nie cependant toute connivence avec la Russie de Vladimir Poutine. «Nous ne collaborons pas avec les Russes, je ne leur ai jamais parlé. Notre initiative n'est pas pro-Poutine, mais en faveur de la Suisse», assure-t-il.

“
La Russie détourne l'histoire suisse pour exercer une pression politique à l'aide de faits erronés et imprécis.”

MARCO JORIO
HISTORIEN CITÉ DANS LE «24 HEURES»

«D'ailleurs, je suis en total désaccord avec ce que ses représentants ont déclaré à propos du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.»

Peur du Kremlin

Au contraire, affirme le tribun, la Russie lui fait peur. «Je pense qu'elle ne s'est pas remise de l'effondrement de l'Union soviétique et de la perte de son influence, qu'elle cherche à retrouver. On le voit en Ukraine, dont elle occupe déjà 25% du territoire.» Aujourd'hui, le Zurichois n'exclut plus de voir la Russie conquérir tout le pays, puis se diriger vers la Pologne ou l'Allemagne. «Elle ne serait alors plus très loin de la Suisse. Il serait essentiel que nous puissions faire valoir notre neutralité. Mais encore faut-il que les Russes nous fassent confiance sur ce point, ce qui n'est plus le cas actuellement.»

Neutralité et matériel de guerre: calendrier de votation critiqué

Alors que le peuple suisse votera le 27 septembre sur l'initiative sur la neutralité, il sera appelé à se prononcer le 29 novembre sur des assouplissements de la loi sur le matériel de guerre. Le Conseil fédéral est sous le feu des critiques pour ne pas avoir agendé les deux objets de votation le même jour. En fin d'année passée, le Parlement a modifié la loi sur le matériel de guerre, offrant un cadre légal beaucoup plus souple aux exportations et réexportations d'armement suisse. Une alliance composée du PS, des Verts, du PEV et d'organisations de la société civile a déposé en avril un référendum contre ce projet. Elle fustige un «passe-droit total» dans une vingtaine de pays dont les Etats-Unis, alors que toute livraison reste interdite en Ukraine. Le mois suivant, le gouvernement a décidé de ne pas soumettre cet objet au vote le 27 septembre, mais le 29 novembre. Cela a provoqué la colère des référendaires. «En préparant la votation, le Conseil fédéral cède aux pressions émises par Swissmem (réd: la fédération de l'industrie suisse des machines), qui craignait qu'un vote en même temps que l'initiative de l'UDC sur la neutralité ne lui soit défavorable», ont-ils alors réagi.

A la rescousse de l'industrie d'armement
Préoccupé par la survie économique de l'industrie de l'armement, le Parlement a décidé d'autoriser a priori les demandes d'exportation d'Etats dont le régime d'exportation est similaire à celui de la Suisse, même si ces pays sont impliqués dans un conflit armé. Le Conseil fédéral pourra refuser ces demandes en cas de circonstances exceptionnelles. Concernant les réexportations d'armes vers un pays tiers, il est renoncé en principe aux déclarations de non-réexportation, aussi pour des pièces détachées et des éléments d'assemblage lorsqu'il est établi que la livraison s'inscrit dans une chaîne de création de valeur internationale. Le gouvernement pourra cependant demander de telles déclarations si certaines raisons l'exigent. **ATS**